

Le marché des bureaux en Ile-de-France

T1 2025

Locatif et investissement

knightfrank.fr/etudes/



Sommaire

01. Contexte économique	p. 05
02. Marché locatif	p. 09
03. Investissement	p. 18
04. Définitions	p. 23



Un début d'année sous surveillance

Dans la lignée de 2023 et 2024, le ralentissement de l'activité transactionnelle en bureaux se confirme en Île-de-France sur les trois premiers mois de l'année avec 419 150 m² de bureaux loués ou vendus aux utilisateurs, marquant une baisse de 6 % sur un an et de 20 % par rapport à la moyenne décennale de cette période. Les entreprises continuent de redéfinir les standards de leur demande avec une nette préférence pour la centralité (40% des volumes placés à Paris et 58% des transactions) et une rationalisation des surfaces pour répondre à leurs enjeux économiques.

La progression du stock vacant a de nouveau accéléré pour totaliser 5,8 millions de m² à l'échelle de la région pour un taux de vacance de 10,5% en moyenne. Les différents micromarchés présentent des configurations très diverses entre sous offre pour Paris Quartier Central des Affaires (QCA) et suroffre en Péri Défense et en Première Couronne Nord, continuant d'impacter la trajectoire des valeurs locatives de transactions.

En Ile-de-France, les investissements dans les bureaux atteignent 1,1 milliard d'euros au premier trimestre 2025, en hausse de 30 % par rapport à la même période l'an passé. Cette reprise s'illustre notamment par la concrétisation de trois transactions dépassant un montant unitaire de 100 millions d'euros. L'événement marquant de ce début d'année est sans conteste la première opération d'envergure à La Défense depuis fin 2022.

Malgré des fondamentaux immobiliers globalement favorables à une baisse du taux de rendement prime en bureau dans le QCA parisien, son évolution reste suspendue à la trajectoire des taux obligataires et à la stabilisation de l'environnement macro-financier. Dans ce contexte encore incertain, nous actons à la fin du premier trimestre 2025 une stabilisation de ce dernier, dans une fourchette comprise entre 4 % et 4,25 %.



01. Contexte économique



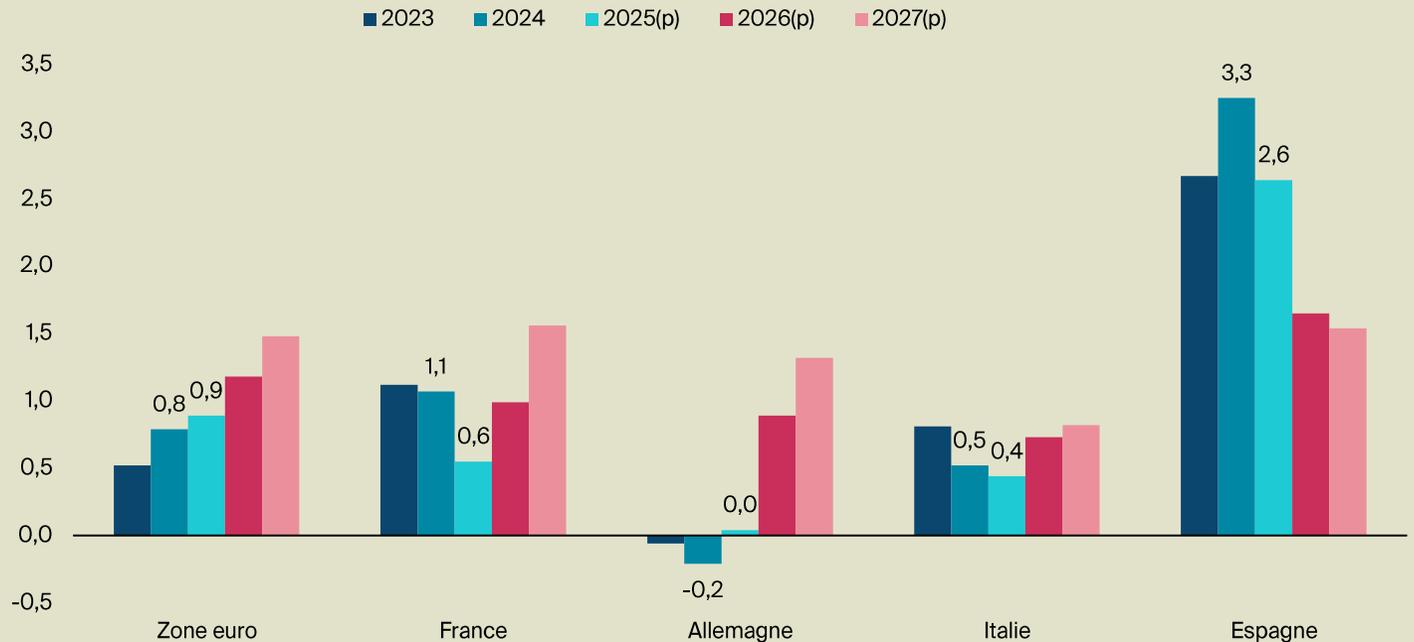
Dégradation des perspectives économiques dans la zone Euro et en France

La tempête géopolitique que traverse l'Europe depuis quelques semaines a impacté les projections de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) des principales économies de la zone Euro.

L'année 2025 s'annonçait déjà comme une année de transition en attendant une reprise plus ample pour les millésimes suivants. C'était sans compter les annonces fracassantes et leurs retournements quasi journaliers du Président Trump concernant les droits de douane des importations. Ces revirements créent une situation d'incertitudes encore plus grandes, peu propices à la reprise de l'activité tant des ménages que des entreprises.

Dans ce contexte particulier et sous réserve des négociations de 90 jours sur les droits de douane des exportations vers les États-Unis, la zone Euro pourrait afficher une croissance de son PIB de l'ordre de 0,9% en 2025. Les 3 plus grands contributeurs européens que sont l'Allemagne, la France et l'Italie vont devoir composer avec une économie au ralenti : +0,04% en Allemagne, +0,4% en Italie et +0,6% en France. Le contraste est saisissant avec l'Espagne (+2,6% anticipé, après +3,3% en 2024).

PIB en Zone euro
En %, en glissement annuel



Source : Oxford Economics / (p) projections

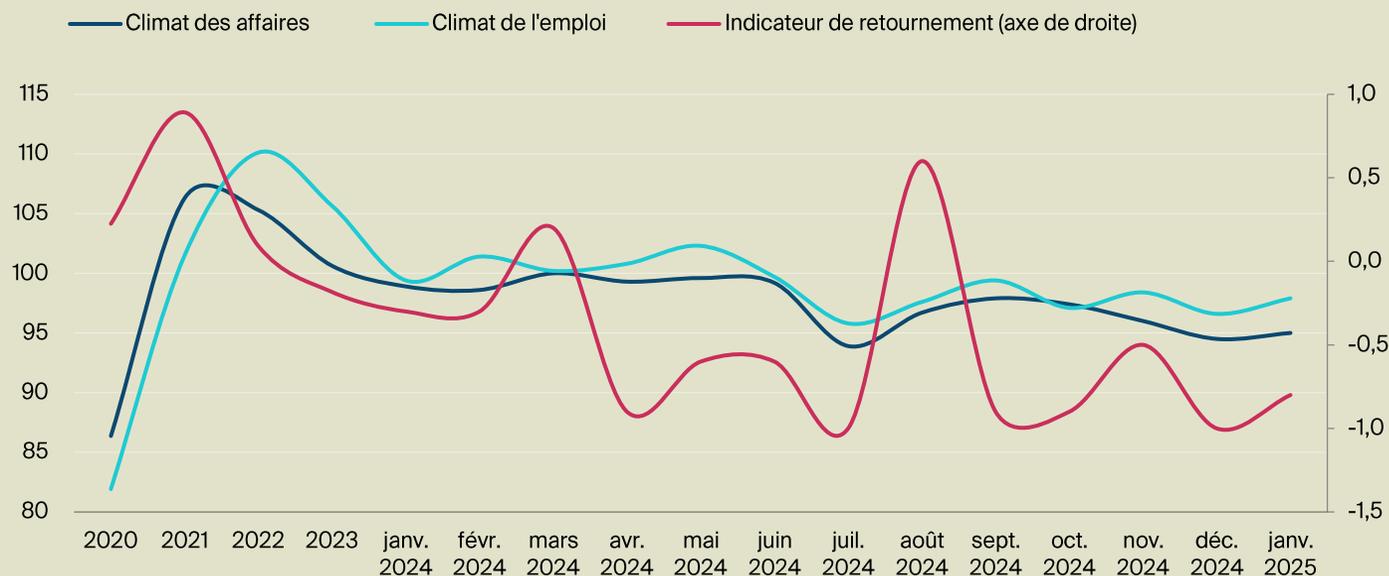
En attendant Trump...

Le climat économique électrisé par les annonces tonitruantes et changeantes du Président américain sur la politique tarifaire des importations vers les Etats-Unis crée, sans grande surprise, une forte incertitude pour les chefs d'entreprises. Cela se traduit par un climat des affaires à 95 points, stable d'un mois sur l'autre et toujours en terrain négatif. Dans le détail des secteurs d'activité, les acteurs du commerce de gros, très dépendants du commerce international, voient leur indice plonger (91 en janvier 2025 et -3 points en 3 mois), de même que les industriels (95 points). A l'inverse, l'indice de climat des affaires se stabilise pour les entreprises des services (96 points) et le bâtiment (98 points).

En janvier 2025, l'indicateur synthétique de climat de l'emploi rebondit légèrement. À 98, il gagne un point et se rapproche de sa moyenne de longue période (100). Cette légère amélioration résulte principalement de celle du solde sur les effectifs prévus dans les services (hors intérim). Cette donnée est corroborée par l'emploi des cadres dont les perspectives pour 2025 montrent la persistance d'une tension mais dans une proportion moindre que celle observée par le passé. Selon les prévisions de l'APEC, plus de 296 000 emplois de cadres devraient être créés en 2025, dont 137 500 pour la région Ile-de-France.

L'indicateur de retournement conjoncturel qui s'était fortement dégradé depuis août 2024, affiche une légère amélioration début 2025 mais reste nettement négatif (-0,8) : les industriels sont les moins pessimistes alors que l'opinion des chefs d'entreprises des services s'est fortement dégradée (-0,4 points en un mois).

Climat des affaires et de l'emploi & Indicateur de retournement



Indicateurs économiques de la France

En % des variations annuelles	2023	2024	2025 (Prévisions)	2026 (Prévisions)	2027 (Prévisions)
PIB France	1,1 %	1,1 %	0,7 %	1,2 %	1,3 %
Taux de chômage	7,3 %	7,4 %	7,8 %	7,8 %	7,4 %
Créations nettes d'emplois ('000)	321	175	- 19	52	194
Climat des affaires (fin de période)	98,4	94,5	96 (février)	-	-
Investissement des entreprises	2,5 %	- 1,2 %	- 0,5 %	1,9 %	2,9 %
Défaillances d'entreprises ('000)	56,7	66,4	10,9 (février)	-	-
Exportations	2,5 %	1,1 %	1,7 %	3,5 %	3,5 %
Importations	0,7 %	- 1,4 %	0,9 %	3,3 %	3,5 %

Source : Insee, projections de la Banque de France

02. *Marché locatif*



Zoom sur les chiffres clés de l'Ile-de-France

T1 2025



419 150 m²

Demande placée de bureaux



1 170 €/m²/an

Loyer Prime à Paris QCA



5,8 M m²

Offre immédiate de bureaux



10,5%

Taux de vacance de bureaux

Source : Knight Frank

Un début d'année au ralenti

Avec un peu plus de 419 150 m² de bureaux loués ou vendus aux utilisateurs franciliens durant le 1^{er} trimestre 2025, l'activité locative se replie de 6 % par rapport à la même période en 2024 et de 20% par rapport à la moyenne 10 ans de cette période.

Si la majorité des créneaux de surface affichent un repli des m² placés ce trimestre, le segment des moyennes surfaces résiste et enregistre une hausse de 27% des volumes engagés. Les surfaces inférieures à 1 000 m² restent cependant résilientes malgré une baisse de 5% des volumes placés.

Enfin le créneau des grandes surfaces (supérieures à 5 000 m²) est le segment qui enregistre le plus fort repli (- 24% en surfaces). La dynamique des signatures a été plus timide : 13 transactions ont été enregistrées sur ce segment au T1 2025 contre 17 à la même période l'année précédente, mais également en raison de la rationalisation des surfaces qui continue sa discrète progression et rabote les volumes traités.

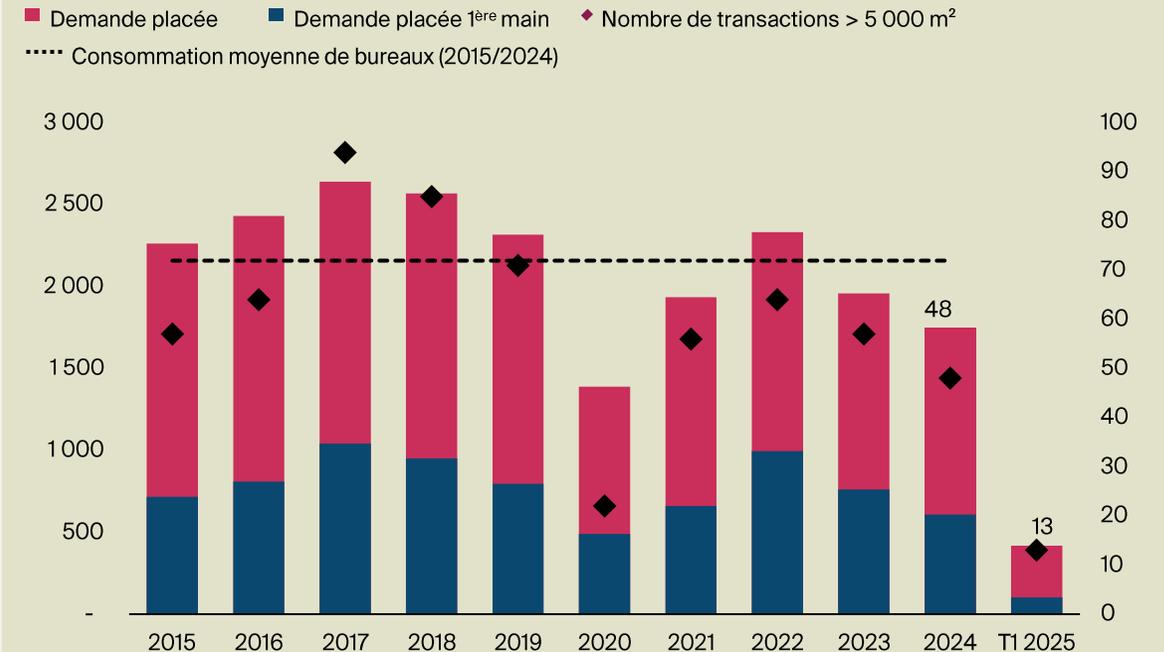
En 2024

-6% **-20%**

VERSUS T1 2024 VERSUS MOY. 2019-2024

Alors que la taille moyenne des transactions de plus de 5 000 m² était de 11 300 m² en 2024, soit une baisse de 3 % par rapport à 2021-2023, elle est de 10 700 m² sur les trois premiers mois de l'année 2025.

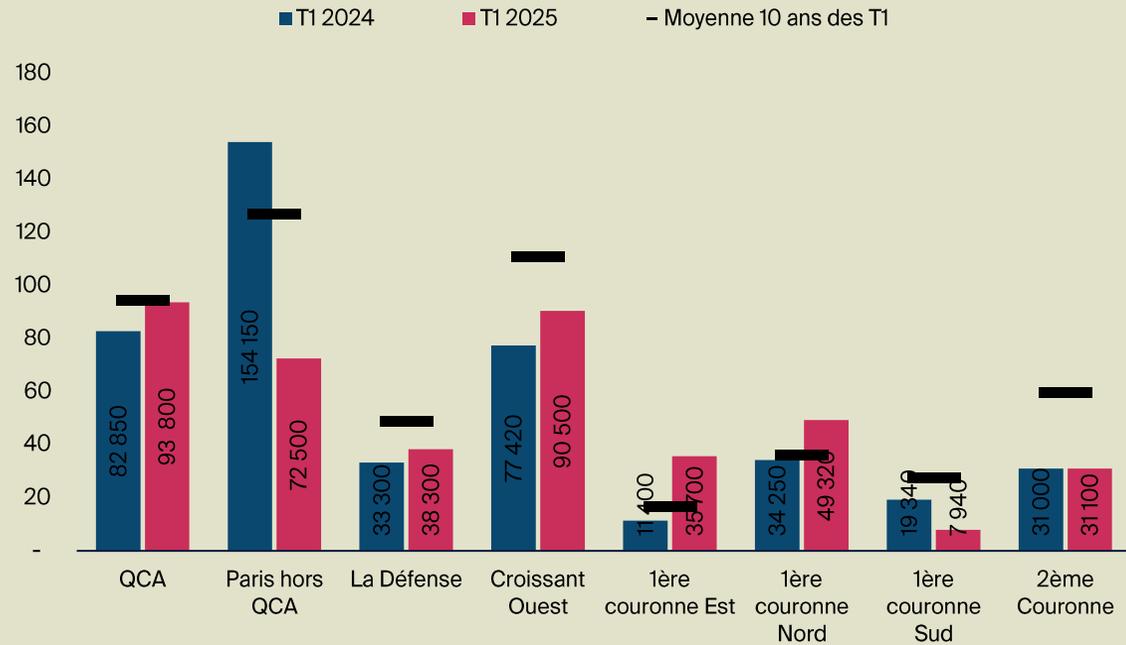
Demande placée de bureaux en Île-de-France
En milliers de m²



Source : Knight Frank, Immostat

Paris toujours majoritaire mais moins dominant (40%) dans la demande placée

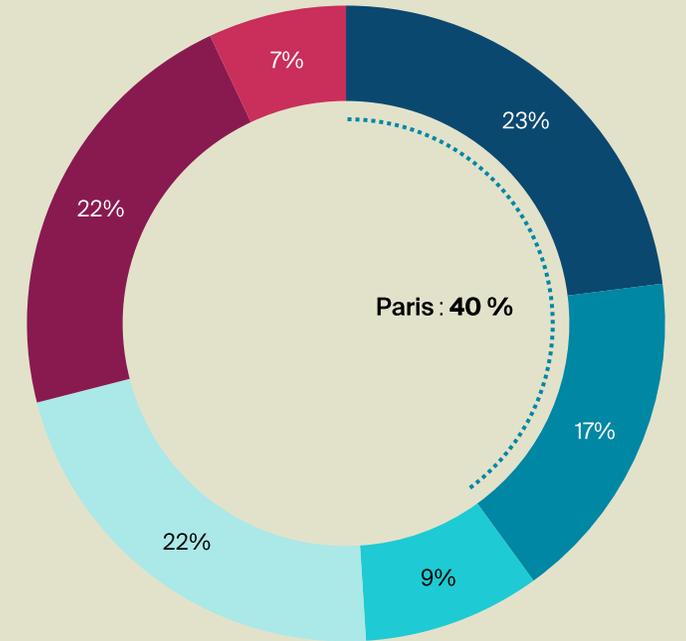
Répartition géographique de la demande placée de bureaux en Île-de-France
En milliers de m²



Source : Knight Frank, Immostat

Au T1 2025
En % du volume total

- Paris QCA 23%
- Paris Autres 17%
- La Défense 9%
- Croissant Ouest 22%
- 1^{re} Couronne 22%
- 2^{ème} Couronne 7%



Source : Knight Frank, Immostat

Le QCA capte 56% des volumes placés dans Paris

Paris intra-muros concentre 40% des volumes placés en Île-de-France (après 47 % en 2024 et 46 % en 2023) et 58 % du nombre de transactions recensées depuis janvier 2025. La capitale a ainsi capté plus de 166 300 m² de bureaux loués ou vendus aux utilisateurs, soit un résultat en baisse de 30 % par rapport à la même période l'année précédente.

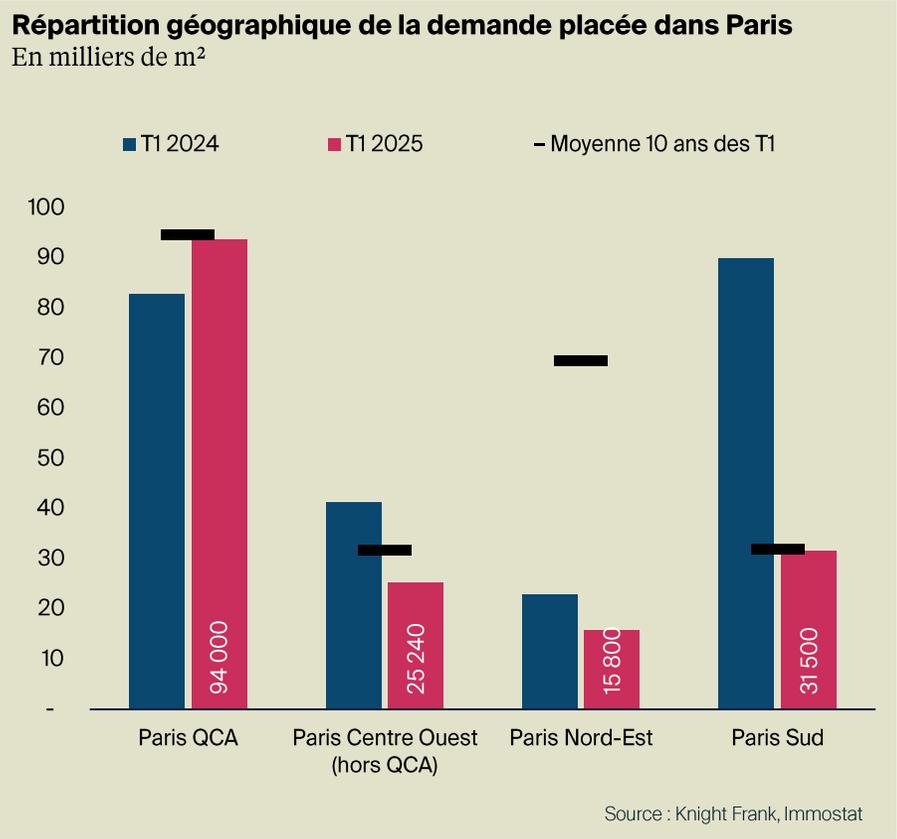
Paris Sud et Paris Nord Est enregistrent un recul assez significatif au 1^{er} trimestre 2025, avec des volumes placés respectivement en baisse de 65 % et 31 % sur un an. La baisse, très prononcée, à Paris Sud s'explique par la transaction hors normes de CDC sur « The Good One » dans le 13^{ème} (40 800 m²) qui avait été enregistrée début 2024. L'activité s'est également montrée moins soutenue avec un repli de 18% du nombre de transactions. Paris Nord Est, quant à lui, reste dynamique avec un nombre de transactions quasi-équivalent à la même période l'année précédente.

Paris QCA continue d'affirmer son attractivité avec 93 800 m² placés sur les 3 premiers mois de l'année 2025, soit une hausse de 13% par rapport à la même année précédente, et affiche un résultat en ligne avec sa moyenne 10 ans. Pour autant, le nombre de transactions est en baisse de 32%, reflétant la difficulté des mouvements dans ce territoire plébiscité. Le QCA concentre 56 % des volumes commercialisés de la capitale.

Dans le détail, les créneaux des petites (<1 000 m²) et grandes surfaces (> 5 000 m²) enregistrent des baisses respectives des volumes placés de 9 % et 66 %. À l'inverse, celui des surfaces intermédiaires augmente de 24 % en un an.

Au T1 2025
En % du volume placé dans Paris

- 56%**
PARIS QCA
- 15%**
PARIS CENTRE OUEST (HORS QCA)
- 10%**
PARIS NORD EST
- 19%**
PARIS SUD



Le loyer prime continue son ascension

Positionné à plus de 1 000 €/m²/an pour le 5^{ème} trimestre consécutif, le loyer prime francilien atteint désormais 1 170 €/m²/an au T1 2025, soit une hausse de 14 % en un an. Alors que 8 transactions (supérieures à 500 m²) avaient été réalisées à une valeur supérieure ou égale à 1 000 €/m² en 2023, 17 ont été enregistrées sur l'ensemble de l'année en 24 et d'ores et déjà 8 depuis le début de l'année.

Après une forte pression en 2024, les loyers parisiens se stabilisent au premier trimestre 2025 avec une baisse de 2% et une hausse de 3% sur les loyers de première et seconde main sur un an à Paris QCA. Paris Centre Ouest voit ses valeurs se stabiliser également.

La correction des valeurs se poursuit à La Défense et dans le Croissant Ouest, où les valeurs enregistrent une baisse de 13% pour la première main et de 9% sur la seconde à La Défense et de 2% en moyenne sur toutes les qualités d'actif dans le Croissant Ouest.

Si les mesures d'accompagnement restent limitées dans Paris intra-muros, celles-ci sont bien plus généreuses en périphérie (entre 30 et 40 % selon les secteurs franciliens).

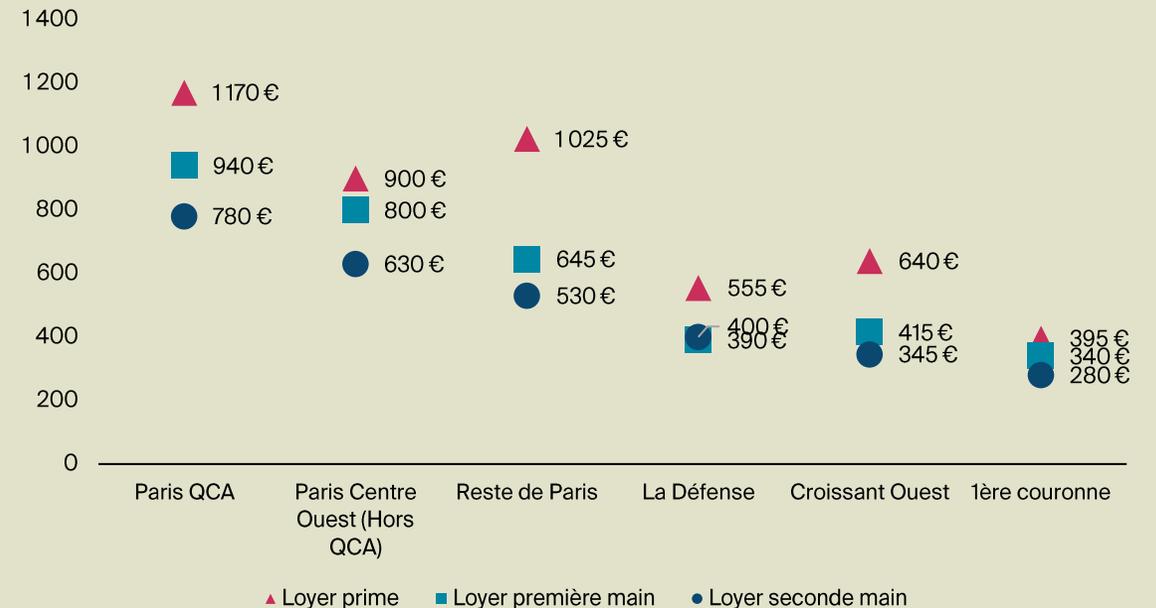
Mesures d'accompagnement T1 2025

12-15%
PARIS QCA

10-40%
ÎLE-DE-FRANCE

Loyers de transaction de bureaux au 1^{er} trimestre 2025 en Ile-de-France

En €/m²/an HT/HC



Source : Knight Frank

La vacance atteint 10,5% en Île-de-France

L'offre immédiate poursuit son inexorable ascension avec 5,8 millions de m² de bureaux disponibles en Île-de-France à la fin du 1er trimestre 2025. Dans ce contexte, le taux de vacance en région francilienne atteint 10,5 % à fin mars 2025, contre 8,8 % un an auparavant et 5,0 % en 2019.

Historiquement élevé, le stock affiche désormais une hausse de 18 % sur un an. Dans le détail, les surfaces neuves et restructurées représentent un tiers du stock total (1,8 million de m² et surtout une hausse de 23 % en un an notamment en raison de nombreuses livraisons en 2024).

Cette offre immédiatement disponible demeure inégalement répartie en Île-de-France. Paris intra-muros dispose de 1,1 million de m² bureaux disponibles (+ 51 % en un an), soit 19 % du stock régional. La vacance atteint ainsi 6,3 % en moyenne dans la Capitale (+ 2 points en un an) : 4,3% dans le QCA, autour de 6% dans le Centre Ouest (hors QCA) et dans le Sud et 11,6 % au Nord-Est.

Hors de Paris, les disponibilités sont plus importantes à La Défense où le taux de vacance atteint 14,6 % à la fin du premier trimestre. Quant à la 1ère Couronne et le Croissant Ouest, ce dernier atteint respectivement 19,4 % (1,6 million de m²) et 19,7 % (1,5 million de m²).

A la fin T1 2025
Variation sur un an

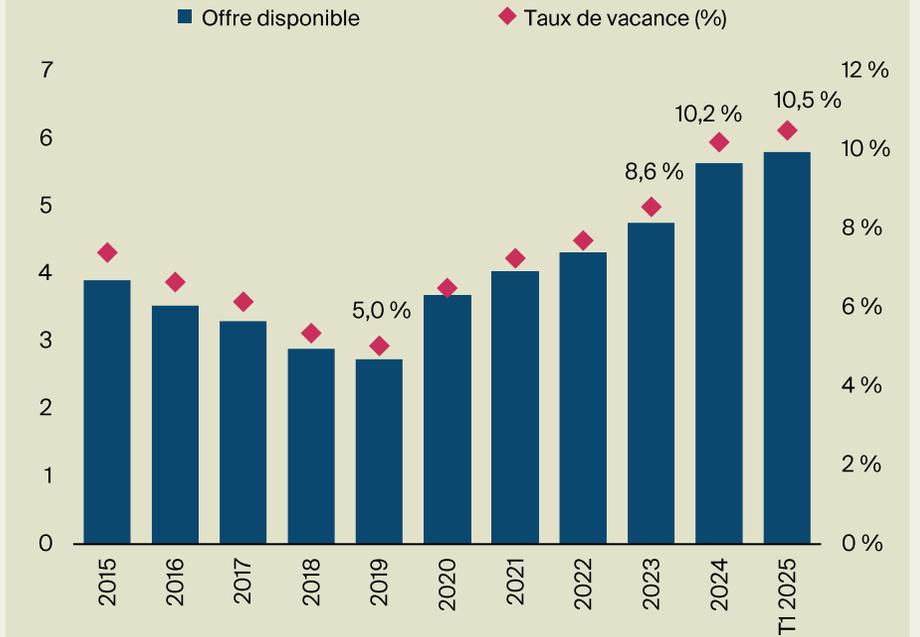


TAUX DE VACANCE



OFFRE IMMÉDIATE

Offre disponible et du taux de vacance en Ile-de-France
En millions de m²

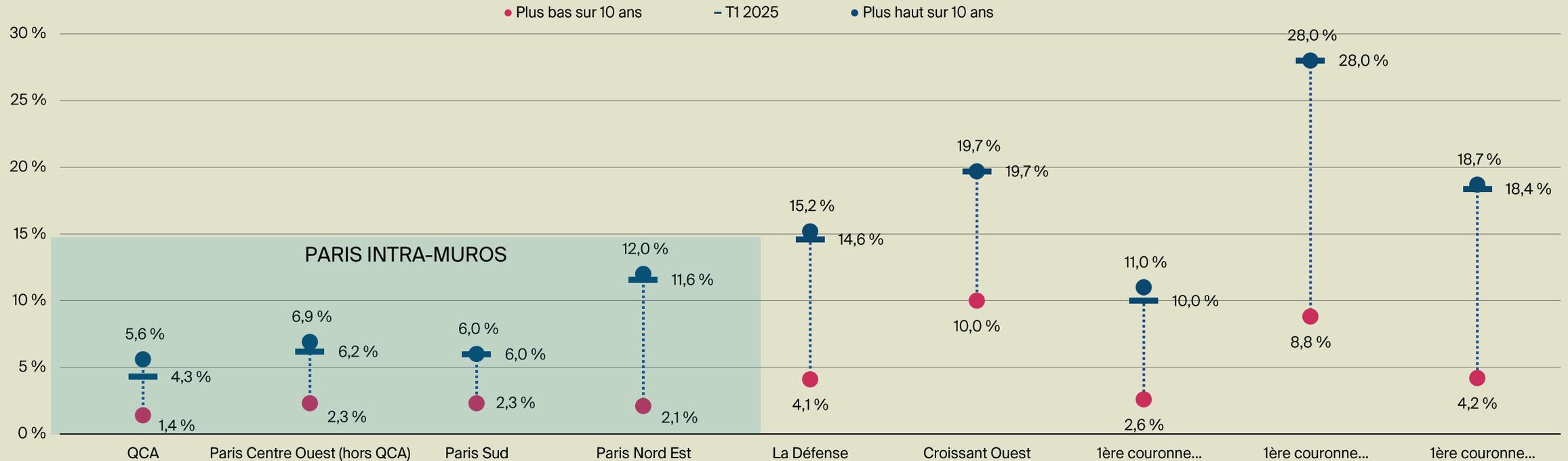


Source : Knight Frank, Immostat

Des taux de vacance disparates selon les marchés

Taux de vacance de bureaux par secteur géographique

En %, en Île-de-France



Source : Knight Frank, Immostat, ORIE

Des nombreuses livraisons attendues en 2025

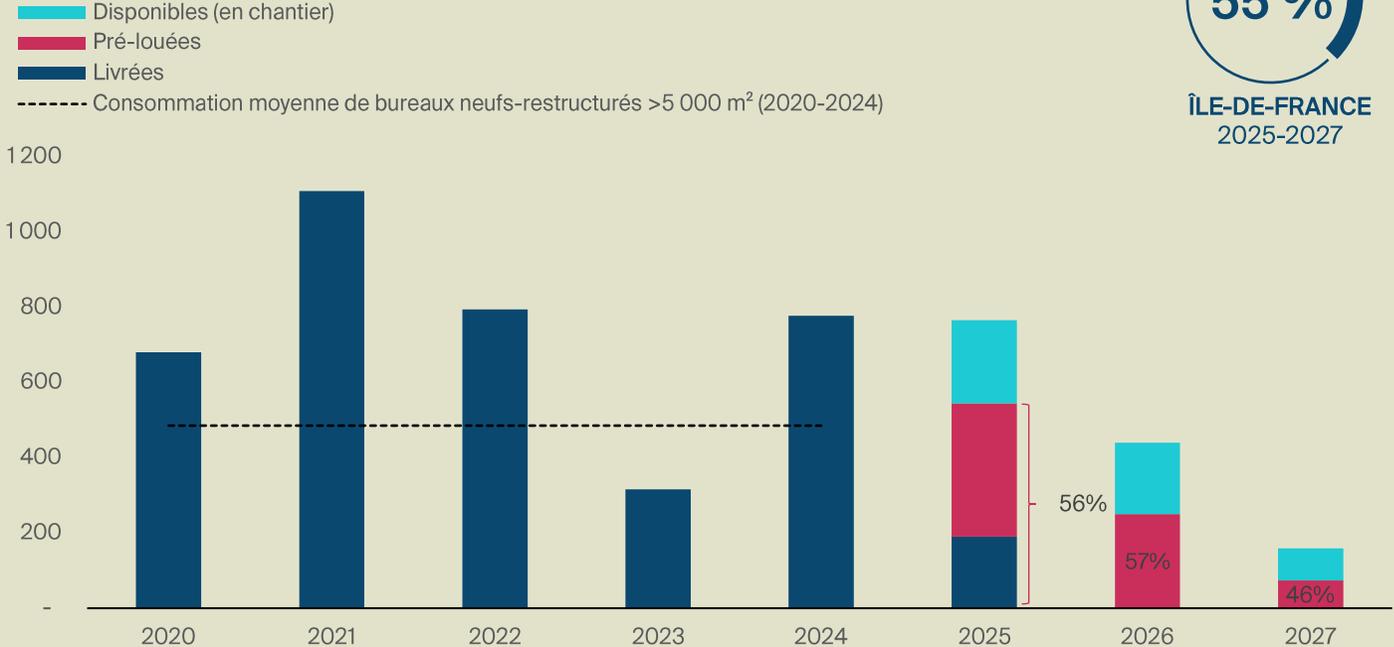
Après plusieurs années de reflux (2022 et surtout 2023), le volume de l'offre neuve et restructurée ($\geq 5\,000\text{ m}^2$) avait repris une orientation haussière en 2024 pour atteindre $800\,000\text{ m}^2$ livrés au travers d'une quarantaine d'opération.

Le volume d'offre livré restera soutenu en 2025 et $750\,000\text{ m}^2$ environ sont attendus donc $200\,000\text{ m}^2$ ont été achevés au 1^{er} trimestre 2025. Selon les secteurs considérés, le taux de précommercialisation (56% en moyenne pour l'ensemble de la production de l'année) varie de façon substantielle : 66% à Paris QCA et 38% sur les autres arrondissements de la Capitale, 42% dans le Croissant Ouest et 38% en Première Couronne. Il laisse donc un peu plus de $220\,000\text{ m}^2$ à placer dans des opérations en cours de construction.

Le rythme des livraisons de bureaux neufs ou restructurés devrait se modérer en 2026 avec près de $440\,000\text{ m}^2$ engagés et précommercialisés pour plus de la moitié (57%) : les volumes les plus importants attendus à Paris Sud ($200\,000\text{ m}^2$) avec la mise en chantier de nombreux projets comme « Scope » ou encore « Triangle » qui représente plus de $60\,000\text{ m}^2$).

Enfin, la production livrable en 2027 totalise, à ce jour, un peu moins de $160\,000\text{ m}^2$, dont 46% ont déjà trouvé preneur. L'initiation de nouveaux chantiers va donc essentiellement dépendre des conditions d'écoulement (maintien des valeurs locatives de présentation, divisibilité, vitesse de précommercialisation) des opérations livrables en 2025 et 2026 alors que les entreprises dimensionnent au plus juste leurs besoins immobiliers et réhaussent leurs standards de qualité.

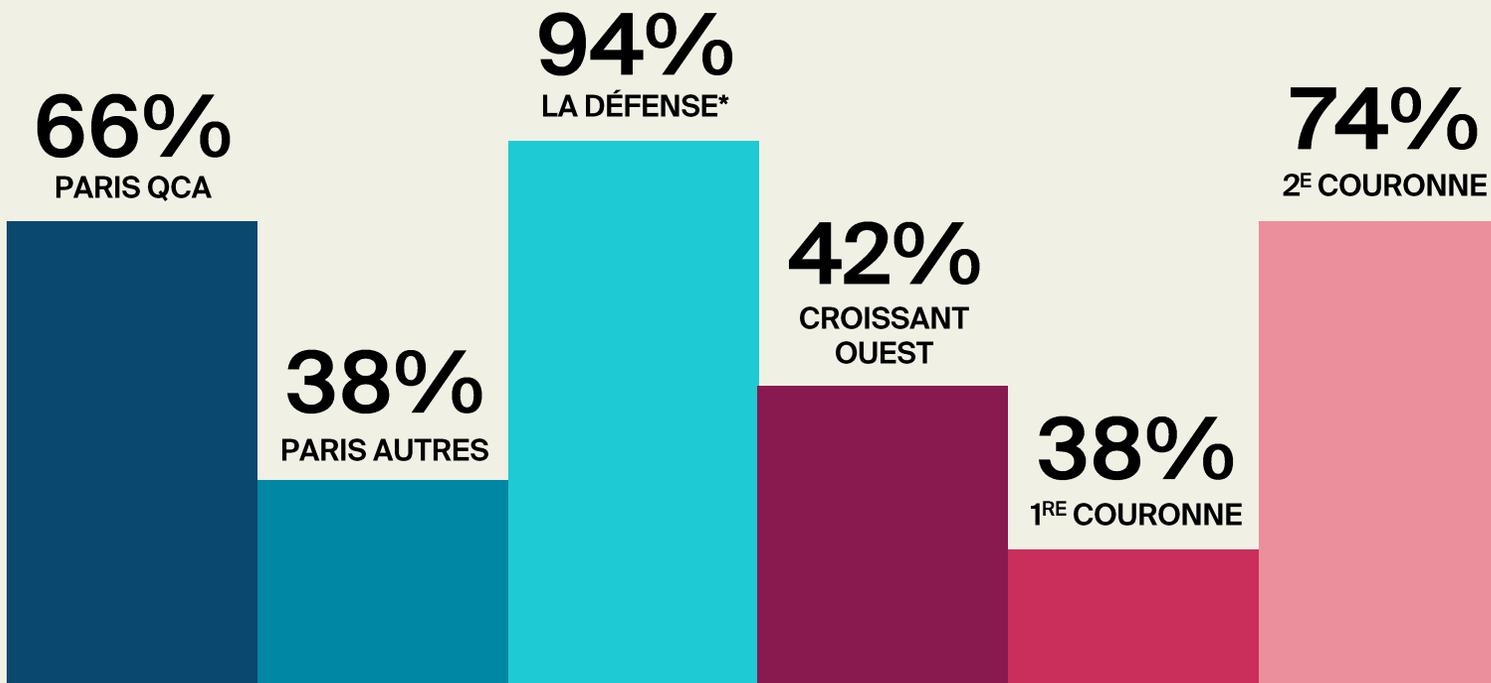
Évolution de l'offre future neuve-restructurée $>5\,000\text{ m}^2$
En milliers de m^2 , en Île-de-France



Source : Knight Frank

Taux de précommercialisation (2025-2027)

Taux de précommercialisation (2025-2027)
En % du volume des m² de bureaux >5 000 m² en chantier,



Source : Knight Frank /*incluant The Link

03. Investissement



Zoom sur les chiffres clés 2024



1,4 Md €

INVESTIS EN BUREAU EN FRANCE,

Sur un total de 3,4 Mds € investis
(tous types confondus)

DONT 80 %
en Île-de-France



41 %

DES VOLUMES INVESTIS EN BUREAUX EN FRANCE,

(tous types d'actifs confondus – hors portefeuilles
non divisibles)



4,00 % - 4,25 %

TAUX DE RENDEMENT PRIME

Paris QCA

Bureau : un premier trimestre prometteur, essentiellement francilien

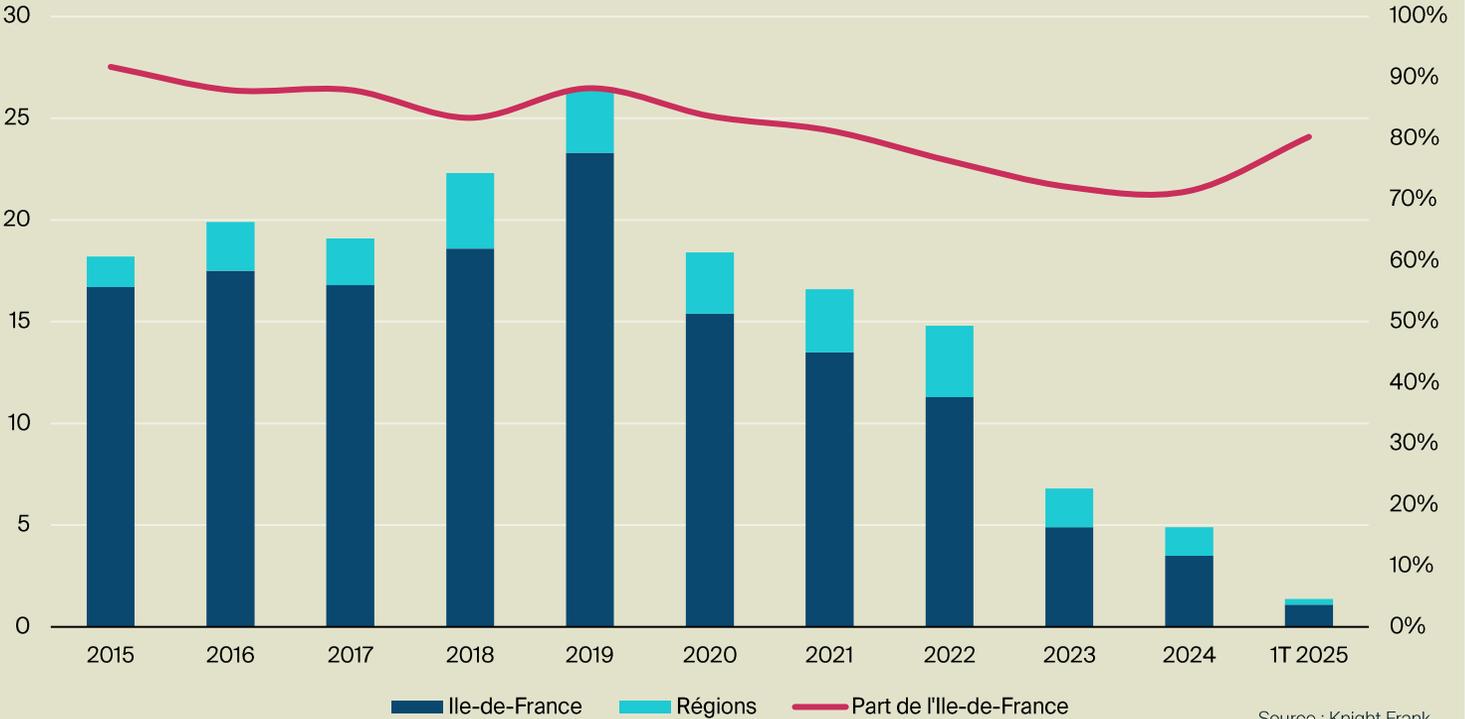
En 2025, pour la première fois depuis la crise sanitaire, les investissements en immobilier de bureaux enregistrent une croissance positive sur le premier trimestre, avec une progression de près de 30 % par rapport à l’an dernier. Bien que le volume reste contenu — environ 1,4 milliard d’euros contre une moyenne décennale de 2,9 milliards — cette reprise pourrait marquer un tournant, confirmant les signaux d’amélioration perçus ces derniers mois sur le segment tertiaire.

Sur le plan géographique, la concentration des investissements s’est encore renforcée en faveur de l’Île-de-France, qui concentre l’écrasante majorité des volumes engagés (80%). En dehors de la région capitale, les opérations demeurent rares. Cette dynamique devrait se prolonger dans les trimestres à venir, les principaux processus de cession en cours portant presque exclusivement sur des actifs franciliens.

Les actifs en situation d’obsolescence demeurent pour l’heure en marge du rebond observé. Moins de 80 millions d’euros y ont été investis au cours du premier trimestre 2025, illustrant la prudence des investisseurs face à ces actifs à requalifier. Toutefois, les intentions politiques affichées en faveur d’une simplification des démarches liées aux opérations de transformation pourraient, à moyen terme, ouvrir des perspectives de reconversion et offrir une issue à ces actifs en difficulté.

Volumes investis en immobilier tertiaire en France

En milliards € (axe de gauche), en % (axe de droite)



Source : Knight Frank

Paris intra-muros toujours très attractif, La Défense se réveille

En Ile-de-France, les investissements dans les bureaux atteignent 1,1 milliard d'euros au premier trimestre 2025, en hausse de 30 % par rapport à la même période l'an passé. Cette reprise s'illustre notamment par la concrétisation de trois transactions dépassant un montant unitaire de 100 millions d'euros.

L'événement marquant de ce début d'année est sans conteste la première opération d'envergure à La Défense depuis fin 2022. Le fonds souverain norvégien NBIM y a investi près de 350 millions d'euros pour l'acquisition de 80 % de la Tour Trinity, signe d'un regain d'intérêt pour le premier quartier d'affaires européen.

Paris intra-muros affiche également une solide performance, concentrant environ 700 millions d'euros d'investissements dans l'immobilier tertiaire sur le trimestre. Les montants engagés se répartissent de manière équilibrée entre le Quartier Central des Affaires (QCA) et le reste de la capitale.

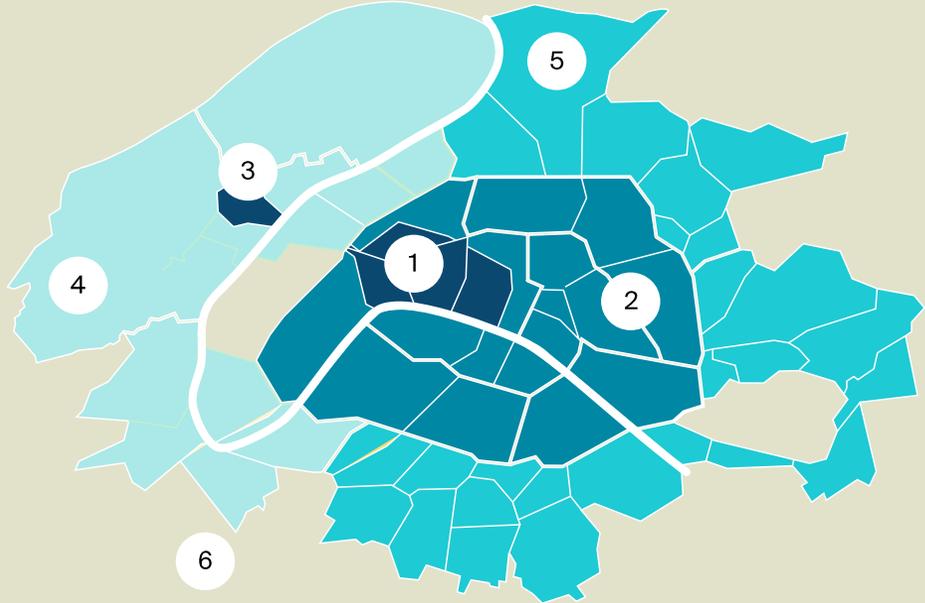
Fait notable : les trois plus grosses transactions enregistrées à Paris sont toutes situées hors du QCA. Parmi elles, l'acquisition de l'immeuble Square d'Orléans dans le 9^e arrondissement — une zone souvent considérée comme un prolongement naturel du QCA — par le tandem BEAUMONT / PICTURE. Sur la rive gauche, MINDSTONE CAPITAL a, quant à lui, acquis un actif emblématique sur le boulevard Saint-Germain, cédé par AEW pour le compte de CNP Assurances.

En dehors de Paris et de La Défense, l'activité reste encore limitée, avec très peu de transactions significatives recensées dans le reste de la région francilienne à ce stade de l'année.

Répartition géographique des volumes investis au 1^{er} trimestre 2025

En Île-de-France, en bureaux

1	Paris QCA	0,3 Md €
2	Paris autres	0,4 Md €
3	La Défense	0,3 Md €
4	Croissant ouest	< 0,1 Md €
5	1 ^{re} Couronne	< 0,1 Md €
6	2 ^e Couronne	< 0,1 Md €



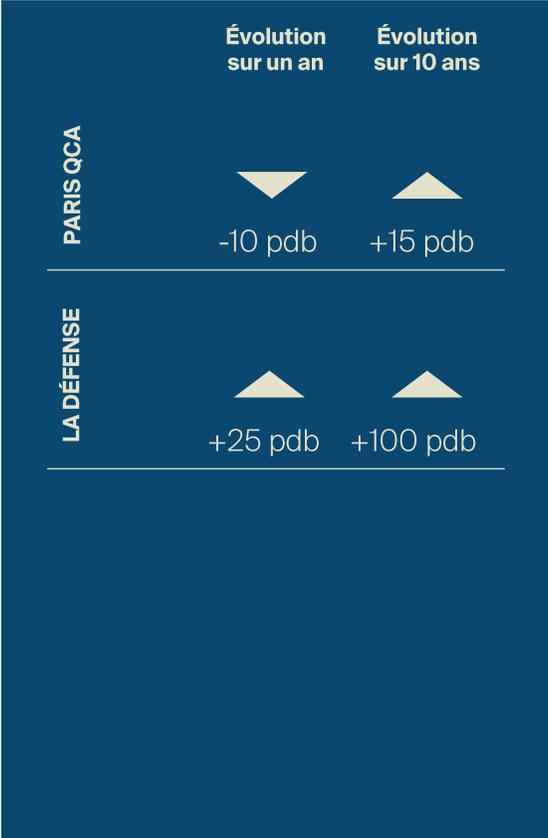
Source : Knight Frank

Taux de rendement prime : stabilité à Paris et La Défense

Après la forte décompression des taux prime observée en 2022 et 2023, conséquence directe de l'ajustement des prix face à la remontée rapide des taux directeurs de la BCE, une première inflexion a été enregistrée en fin d'année 2024 avec une baisse de 10 points de base du taux prime bureaux. Ce léger recul intervenait dans un contexte monétaire plus favorable, marqué par l'amorce d'un cycle d'assouplissement des grandes banques centrales, à commencer par la BCE.

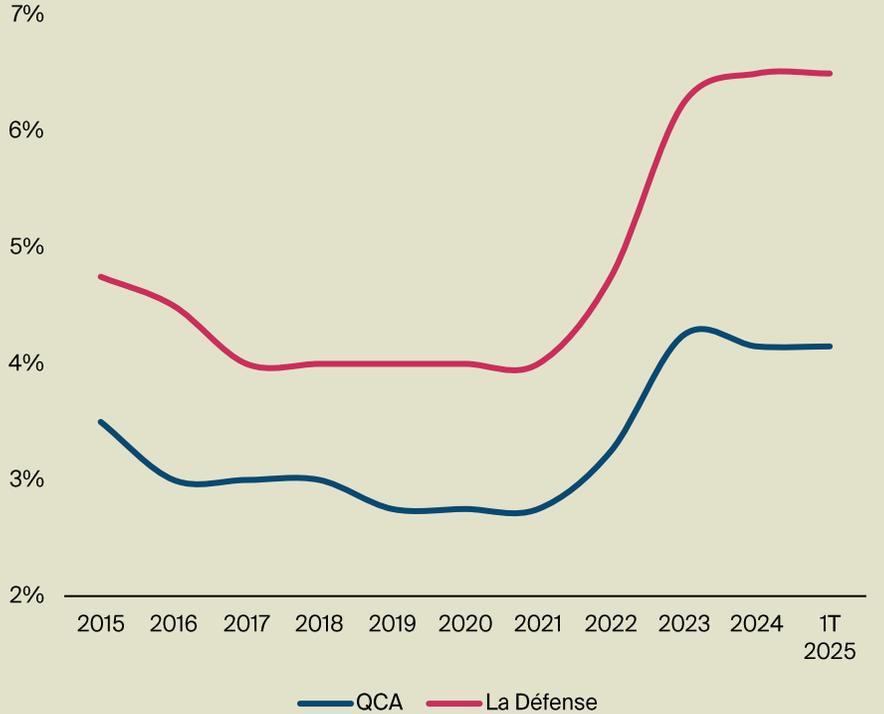
Cependant, plusieurs facteurs de tension continuent de freiner une véritable détente, empêchant une décrue durable des taux longs, en particulier de l'OAT 10 ans en France, pourtant essentielle à une contraction significative des taux prime.

Ainsi, malgré des fondamentaux immobiliers globalement favorables à une baisse du taux de rendement prime en bureau dans le QCA parisien, son évolution reste suspendue à la trajectoire des taux obligataires et à la stabilisation de l'environnement macro-financier. Dans ce contexte encore incertain, nous actons à la fin du premier trimestre 2025 une stabilisation de ce dernier, dans une fourchette comprise entre 4 % et 4,25 %. Stabilisation observée aussi à La Défense, à 6,50%.



Taux de rendement prime bureaux en France

En %, fin de période



04. Définitions



- **DEMANDE PLACÉE :**

Ensemble des transactions, à la location ou à la vente, réalisées par des utilisateurs, y compris pré-commercialisations, clés en main et compte-propres, sous réserve de la levée des conditions suspensives.

- **OFFRE IMMÉDIATE :**

Ensemble des surfaces vacantes proposées à la commercialisation à un instant T. Sont exclus les recherches de successeur et les congés de bail jusqu'à la sortie effective du locataire.

- **TAUX DE VACANCE :**

Rapport entre l'offre immédiatement disponible et le parc existant.

- **PRÉ-COMMERCIALISATION :**

Prise à bail réalisée avant la livraison d'un bâtiment.

- **ETAT DES LOCAUX / PREMIERE MAIN ET SECONDE-MAIN**

Une transaction est considérée comme de première main si elle a lieu moins de 5 ans après la construction-restructuration d'un immeuble et que l'état des locaux est lui-même neuf ou restructuré. Une relocation dans un immeuble achevé il y a moins de 5 ans est donc qualifiée de « seconde main ».

- **LOYER MOYEN DE PREMIERE ET SECONDE MAIN :**

Moyenne pondérée calculée à partir d'une moyenne simple calculée par tranche et qualité de surfaces en fonction de la structure de la demande placée propre à chaque secteur de marché. Ce mode de calcul permet d'éviter à l'indicateur de loyer de varier à cause de changements ponctuels de régime dans l'activité des différents marchés.

- **LOYER PRIME :**

Moyenne pondérée des 5 transactions > 500 m² aux loyers les plus élevés des 12 derniers mois, toutes qualités confondues (exprimé en €/HT/HC/m²/an).

- **LOYER TOP :**

Loyer de transactions (> 500 m²) le plus élevé observé sur les 12 derniers mois (exprimé en €/HT/HC/m²/an).

- **MESURES D'ACCOMPAGNEMENT :**

Ensemble des aménagements financiers consentis lors d'une transaction : franchise de loyer, travaux, loyers progressifs.

Le département **Études & Recherche** de Knight Frank

propose des services d'analyse de marché et de conseil stratégique en immobilier pour de nombreux clients français et internationaux, qu'ils soient privés, institutionnels ou utilisateurs.

Les données utilisées pour la production de cette étude proviennent de sources reconnues pour leur fiabilité ainsi que des outils Knight Frank de suivi des marchés immobiliers.

Toutes les études sont disponibles sur **KnightFrank.fr**



Les marchés immobiliers français | Bilan 2024 & Perspectives 2025 | Janvier 2025



Alpine Property Report 2025 | Janvier 2025



Le marché des datacenters | France | Novembre 2024



Vincent Bollaert
CEO France

+33 (0)1 43 16 88 90
+33 (0)6 86 48 44 62

vincent.bollaert@fr.knightfrank.com



Magali Marton
Partner, Head of Research

+33 6 12 17 18 94
+33 1 43 87 00 98

magali.marton@fr.knightfrank.com



Guillaume Raquillet
Partner, Head of Office Agency

+33 (0)1 43 16 88 86
+33 (0)6 15 79 46 64

guillaume.raquillet@fr.knightfrank.com



Cloé Henin-Morlaes
Analyst Research & Operations

+33 6 47 42 59 17
+33 1 43 16 55 80

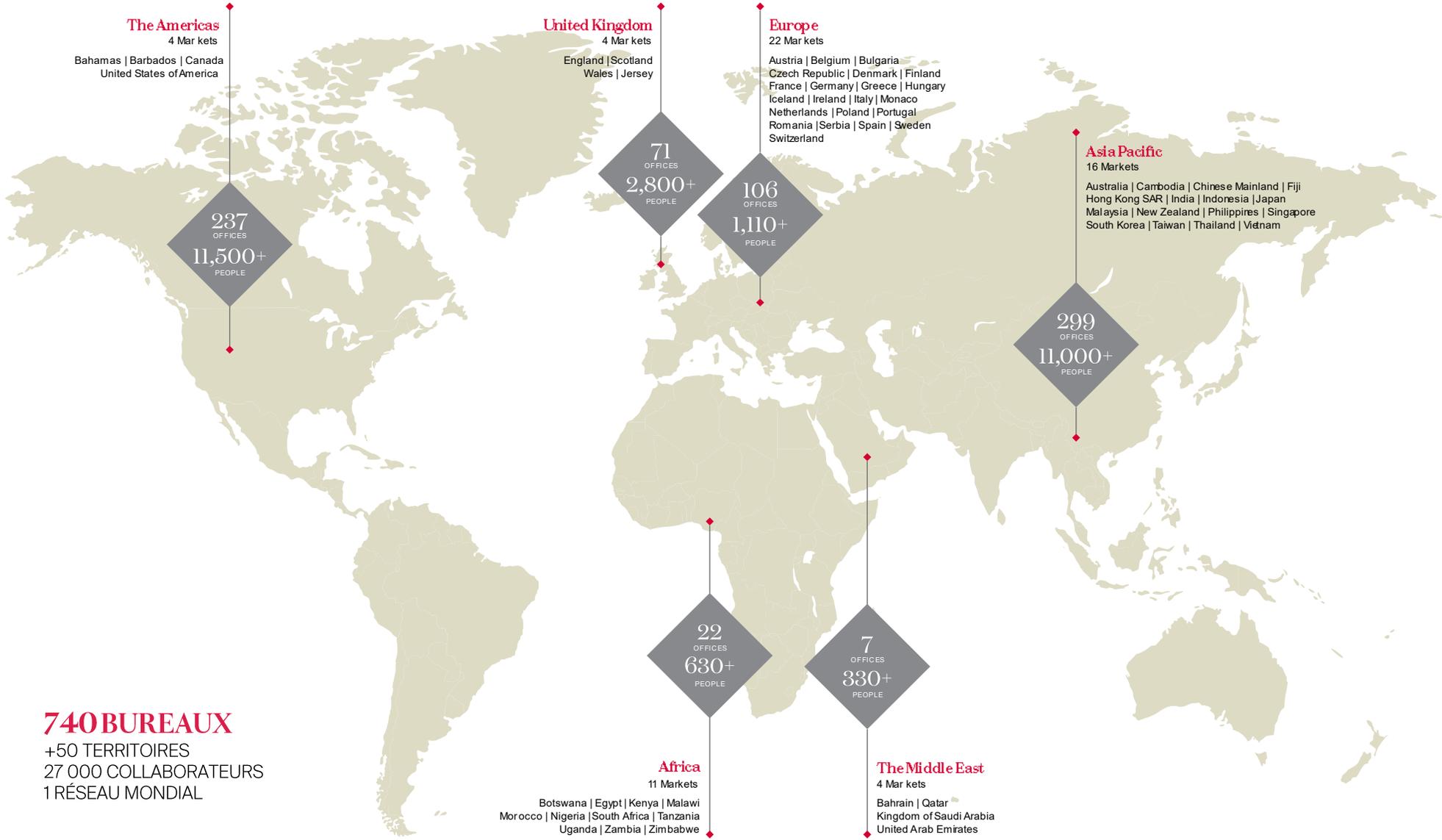
cloe.henin-morlaes@fr.knightfrank.com

Knight Frank

en bref

Fondé il y a plus de 125 ans en Grande-Bretagne, le groupe Knight Frank apporte aujourd'hui son expertise comme conseil international en immobilier grâce à plus de 27 000 collaborateurs intervenant depuis plus de 740 bureaux dans 50 pays. Sa branche française, créée il y a plus de 50 ans intervient sur le marché de l'immobilier d'entreprise et résidentiel.

Avec plus de 100 collaborateurs intervenant depuis Paris, Knight Frank France est organisée autour de 5 lignes de service : la commercialisation de bureaux et le conseil aux utilisateurs (Occupier & Landlord Strategy and Solutions), l'aménagement d'espaces de travail (Design & Delivery), l'investissement (Capital Markets), le département locatif commerces (Retail Leasing) et l'expertise avec sa filiale Knight Frank Valuation & Advisory.





**Knight
Frank**